

A. Heynys

« Le moment de la paix nous échappe. Le contenu de la paix nous intéresse. »

Déclaration de Camille Huysmans, Secrétaire du bureau socialiste international.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur : GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Vers la solidarité économique des Alliés

L'exportation allemande et le "Dumping"

Les producteurs allemands avaient, plusieurs années avant la guerre de 1870, inauguré le système des associations ou cartels, destiné à limiter entre eux la concurrence et à prévenir l'avièglement des prix ; ainsi se groupaient, dès 1862, les fabricants de fer blanc, puis ceux de rails (1863), les exploitants des salines, puis ceux des potasses (1868 et 1870). Cette institution, fort bien étudiée dans le livre récent que M. Henri Hauser a consacré aux procédés économiques de l'Allemagne, a quelque chose d'aristocratique, de féodal : le consommateur est le corvéable à merci ; les producteurs font à ses dépens leur fortune en s'assurant l'absolue et lucrative maîtrise du marché intérieur.

Victorieuse de la France, l'Allemagne s'avisait d'un nouveau moyen de consolider et d'accroître sa fortune ; elle chercha sa clientèle hors de ses frontières politiques et, forte de ses succès militaires, définit peu à peu une offensive économique qui pénétra profondément parmi des nations peu clairvoyantes ou intimidées. Imposer au monde entier des produits allemands et faire vivre le travail allemand, de plus en plus largement, de ce tribut universel, tel fut le but que se proposèrent des hommes d'affaires uniquement soucieux du profit matériel, parvenus de l'argent au regard desquels Bismarck était un idéaliste désintéressé.

Comment faire de l'Allemagne la grande pourvoyeuse des besoins les plus modernes ? Comment, en exaltant ses facultés productrices, écraser la concurrence et lui préparer, pour un avenir prochain, le repos des succès fondés sur la vitesse acquise ? La nature, assurément, a favorisé pour cette entreprise audacieuse le sol « rassemblé » de l'Allemagne impériale ; elle l'a dotée d'abondantes mines de houille, pain noir de l'industrie, de mines de fer insuffisantes peut-être pour nourrir une métallurgie exaspérée, mais assez riches pour soutenir dès débuts encourageants ; elle ouvrirait à ces produits lourds une circulation facile sur une large plaine où de grands fleuves sont vraiment des chemins qui marchent, où l'établissement de voies ferrées est dispensé des mises de fonds onéreuses qu'exigent les travaux d'art.

Soyons justes pour nos ennemis ; ces avantages n'auraient pas suffi s'ils n'y avaient adjoint le coefficient de l'esprit de travail et celui, plus important peut-être, des volontés gouvernementales directrices. Ils sont arrivés ainsi à produire en série, c'est-à-dire à accumuler des stocks propres aux vastes commandes et aux expéditions massives ; ils étaient dès lors armés pour intervenir sur les marchés extérieurs avec la double autorité de soldats vainqueurs et d'industriels outillés. Petit à petit, leur effort se tendit vers cette nouvelle conquête ; leur commerce d'exportation prit un caractère nettement agressif, si bien qu'il y a vingt ans déjà, en France et en Angleterre, des esprits avertis dénoncèrent « le danger économique allemand », le péril du *Made in Germany*.

En 1902, le syndicat allemand des houilles abaissa ses prix de vente pour les usines fabriquant des fontes ou aciers à exporter ; en 1904, l'Union des Acieries, créée à Dusseldorf, solidarisa d'autres associations, destinées à verser des primes aux produits métallurgiques exportés. L'Etat allemand intervenait pour abaisser les tarifs des chemins de fer dont il est maître, pour combiner des ententes avec les compagnies de navigation de Hambourg et de Brême, pour améliorer les transports par fleuves et canaux. Bientôt, par la coalition de tous ces artifices, les usiniers allemands eurent pour les mêmes articles deux prix pratiqués : l'un sur le marché intérieur, l'autre, beaucoup plus bas, à l'extérieur. C'est ce système que l'on appelle du nom général de *dumping*, d'un mot qui fut d'abord usité aux Etats-Unis.

L'Allemagne, en même temps, se fermait, par une protection rigoureuse, à toutes les importations de l'étranger qui n'étaient pas, en quelque mesure, des matières premières pour son industrie ou son agriculture. Elle réussissait, en inondant les pays acheteurs de marchandises *dumpées*, à éliminer d'abord les fournisseurs étrangers, puis les producteurs nationaux eux-mêmes. Le dernier terme de ses empiètements était la transplantation industrielle, qui

fondait à l'étranger des relais pour la vente directe ou les dernières transformations d'articles allemands. Les financiers étaient parvenus à intéresser les classes ouvrières à leur expansion, car, si le prix de la vie montait, l'exportation intensive soutenait aussi la hausse des salaires et l'amélioration des conditions de la vie.

La faiblesse de ce système est qu'il suppose un mouvement uniformément accéléré, sans rebroussements et même sans arrêts. Nous retrouvons ici l'erreur foncière de la psychologie allemande, qui procède d'une hypertrophie d'orgueil national et n'a pas imaginé, depuis la promotion politique de 1870, qu'aucune résistance pût jamais briser l'essor du *Deutschtum*. Or, ce perpétuel appel au crédit est téméraire dès que l'ambiance change autour de lui ; le *dumping* peut être prévenu par des droits de douane compensateurs ; la transplantation industrielle peut se heurter à des obstacles législatifs dans les pays qui entendent ne point se laisser coloniser ; des exigences de stricte réciprocité peuvent désarmer l'insolence des producteurs syndiqués. En un mot, contre l'action allemande une réaction n'est nullement impossible. C'est cette réaction purement défensive que les Alliés, tandis que le canon tonne encore, entendent maintenant organiser.

Henri Lorin,

Les affaires sont les affaires

Depuis le début de la guerre, le syndicat des grands couturiers assurait le fonctionnement d'une ambulance dans un palace où Geissler n'avait pas d'intérêts.

Au début de mars, l'ambulance fut priée de chercher un autre asile, le palace désirant rouvrir ses portes vers le 15 du mois. Le syndicat des grands couturiers fut très ennuyé d'avoir à déménager son hôpital. Mais il pensait, du moins, que les locaux ne manqueraient pas pour réinstaller celui-ci dans un cadre nouveau.

Pour un grand hôtel où Geissler n'était pas, il en existe cent où il était et qui se trouvent sous séquestre.

Il n'y avait qu'à aménager un de ces hôtels austro-boches en hôpital-modèle.

Or, le syndicat éprouvé, de la part des séquestres et syndics chargés de la défense des intérêts de Geissler et de ses associés, un refus formel de donner un seul hôtel allemand pour le transformer en ambulance française.

Et pourquoi ? Ces messieurs voulaient rouvrir les hôpitaux séquestrés et en reprendre l'exploitation.

Les affaires sont les affaires. D'accord ! Mais en fait d'affaires, celle de Verdun en est justement une fameuse. Et les blessés qui viennent de cet enfer constituent une clientèle de premier choix, illustre, glorieuse, et qui permet, par surcroît, l'économie de l'emploi d'interprète dans l'établissement.

Les intérêts en souffrance des actionnaires de ces hôtels, dont beaucoup sont naturalisés ou se contentent de permis de séjour, semblent évidemment impérieux aux administrateurs judiciaires.

Plus impérieux nous semblent les intérêts, le bien-être, la guérison des blessés de Verdun.

Administrateur judiciaire n'est pas synonyme d'administrateur judiciaire...

L'Ouvrier

Les Communiqués

15 heures

En ARGONNE, un coup de main sur une tranchée adverse, aux COURTES-CHAUSSES, nous a permis d'enlever quelques prisonniers et de faire subir des pertes à l'ennemi.

A l'OUEST DE LA MEUSE, nuit calme. En WOËVRE, duel d'artillerie dans la région de MOULAINVILLE.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

23 heures

En BELGIQUE, nous avons bombardé les tranchées ennemies à l'EST DE BOESINGHE et aux abords d'HET-SAS.

En ARGONNE, actions d'artillerie assez violentes dans les secteurs du FOUR-DÉPARIS, des COURTES-CHAUSSES et de la HAUTE-CHEVAUCHÉE.

Activité assez grande de l'artillerie à l'OUEST DE LA MEUSE sur nos deuxièmes lignes, à l'est dans la région de la côte du POIVRE et de DOUAMONT, en WOËVRE dans les secteurs des COTES DE MEUSE.

Aucune action d'infanterie au cours de la journée.

Journée calme sur le reste du front.

D'où viennent les prisonniers faits à Verdun ?

Il est regrettable que la censure ne permette pas de reproduire les chiffres donnés par les Allemands au sujet des prisonniers qu'ils s'attribuent. Elle nous prive du plaisir de confondre leurs mensonges. Ce serait cependant le meilleur moyen de maintenir le moral de la nation, argument suprême de ceux qui ont imposé à ladite censure les directives auxquelles elle se conforme.

Sans citer de chiffres, puisque cela m'est interdit, je vais tout de même essayer de faire voir, encore une fois, avec quelle effronterie ces gens-là mentent.

Tout le monde sait que, dans les pays envahis un journal rédigé en français par nos ennemis, est répandu à profusion.

Dans le numéro du 15 mars dernier, on peut lire ce qui suit :

« Nous commençons aujourd'hui la publication de la liste des... prisonniers faits jusqu'ici dans les derniers combats au nord de Verdun. »

« Cette liste, que nous continuerons au fur et à mesure que les noms nous parviendront des divers camps, sera le meilleur démenti qu'on puisse opposer à certaines dénégations françaises qui essayent, comme d'ordinaire, de mettre en doute le nombre des prisonniers faits par les troupes allemandes. »

Suit une liste contenant... noms de prisonniers faits autour de Verdun : ceci est répété, notez-le bien.

En tête se trouve celui de « de la Baume, Raymond, Epernay, Marne, capit. dragons 9 ».

Or, Raymond-Henri-Joseph de Rocher de la Baume du Puy-Montbrun, né à la Garde-Adhémar (Drôme), capitaine instructeur au 9^e dragons, en garnison à Epernay au début de la guerre, a été porté disparu par l'autorité militaire française, en septembre 1914.

Il figure sur les listes officielles allemandes publiées le 3 février 1916, page 33453, comme prisonnier au camp de Laon.

On le retrouve, le 5 février du même mois, page 33786 du recueil en question — interné au camp de Gütersloh, après être passé par le camp de triage de Wahn, par lequel filèrent tous les prisonniers venant des régions envahies. Ce passage à Wahn est relaté sur une liste du 1^{er} mars 1916, page 34565.

Et qu'on ne vienne point nous dire qu'il s'agit d'un frère ou d'un homonyme.

Il n'y avait pas, au 9^e dragons, deux Raymond de la Baume, aus Epernay Geb. Ort : La Garde.

La garnison, le lieu de naissance, tout concorde !

Voici donc un officier prisonnier cité quatre fois, et c'est ainsi qu'avec un prisonnier on en fait quatre.

Sur la même liste, neuf prisonniers portés à Hammelbourg se trouvaient déjà signalés, les uns à Conflans, les autres à Deux-Ponts, entre le 19 et le 24 février. Vingt autres étaient déjà passés à Wahn en janvier (liste du 5 février, page 33793 et suivantes), venant d'Hirson.

Si les... autres noms publiés ont été obtenus de la même façon, combien en reste-t-il qui aient été réellement pris à Verdun ?

Je ne dirai pas le nom de la revue, imprimée en pays neutre, dans laquelle j'ai puisé cette précieuse indication. Je craindrais, en la soulignant, de lui créer quelque désagrément. Mais je puis affirmer que je suis très attentivement sa documentation depuis longtemps, et que je ne l'ai jamais prise en défaut.

Général Verraux

Histoires de Boches

L'histoire du marquis de Fresnoy — laquais, ruffian, espion — a fait le tour de la presse ces jours derniers. Ce tour accompli, elle a rejoint toutes celles du même genre qui paraissent soudain, font scandale et sont étouffées sans résultat. Or, le marquis qui commandait l'Opéra et en protégeait la plus forte chanteuse n'a, bien que Boche notoire, aucun séquestre désigné. Qu'attend-on ? Est-ce parce qu'il avait aussi commandé la préfecture de police ?

L'histoire du Boche Mewius a révélé que celui-ci avait un séquestre, mais aussi un permis de séjour, et se trouve encore à Paris. Est-ce parce qu'il a un fils sur le front ? Nous répétons que ce n'est pas une raison suffisante, au contraire.

L'histoire de l'Austro-Boche Jellinek n'a pas encore paru. Elle est savoureuse. C'est lui et non Geissler qui est propriétaire de l'immeuble insolent où fonctionnait l'hôtel Astoria et qui continue, malgré toutes décisions de justice, à déparer la place de l'Etoile. Le Conseil d'Etat, saisi de l'affaire, ne la juge pas, sous le prétexte colossal que l'avocat de Jellinek est mobilisé. Le scandale des facilités que, cet Autrichien a trouvées à Nice pour soustraire son mobilier et son yacht à toute emprise est suffisant. On vient, tout récemment, de lui désigner un séquestre à Paris. Qu'attend-on pour décapiter son vilain gratte-ciel ?

Le paquebot "Sussex" torpillé près de Dieppe. Le récit d'un survivant. Vendredi, vers trois heures de l'après-midi, le paquebot *Sussex*, courrier régulier qui fait le service de Folkestone à Dieppe et porte la malle, a été torpillé. Il n'a pas coulé et a pu être remorqué hier matin jusqu'à Boulogne.

C'est le premier paquebot faisant le service entre l'Angleterre et la France qui ait été torpillé par un sous-marin allemand.

Nous avons vu dans la soirée un industriel australien, M. A. Mc Harg, établi à Londres, qui se trouvait à bord du *Sussex*, et qui a été débarqué à Boulogne. Il a bien voulu nous donner les détails suivants sur le torpillage du paquebot anglais :

« Je me trouvais dans le salon lorsque l'explosion s'est produite. Un de mes compagnons, qui avait vu venir la torpille, disait : « Attention ! nous sommes torpillés ! » lorsque, une demi-seconde après, un bruit épouvantable nous assourdissait en même temps qu'un choc effroyable nous jetait de tous côtés. Moi-même j'étais projeté en l'air et ma tête allait cogner le plafond.

« Nous avons alors vécu les minutes d'effroi habituel. Ce n'étaient que des cris, des appels. Il convient de dire que la situation n'était pas très rassurante et qu'il y avait presque de quoi perdre son sang-froid. Le mat était arraché et le bateau coupé sur une longueur de quarante pieds. Il était impossible de donner l'alarme, l'appareil de télégraphie sans fil ayant été démolie avec le grand mat. Cependant, par la suite, l'employé du télégraphe s'est débrouillé. Il est parvenu à rétablir l'appareil sur le pont et à lancer des appels. En attendant, les canons tiraient sans cesse et des signaux lumineux étaient faits sans interruption pour qu'on vint en aide aux sinistrés.

« La panique fut très sérieuse et dura un quart d'heure. Des femmes, qui se trouvaient dans leurs cabines, avaient été tuées ou blessées par l'explosion ; d'autres femmes, complètement affolées, s'étaient jetées dans les eaux et y eussent été descendues.

« Les canots furent enfin prêts. Mais ils étaient trop peu nombreux ; cinq en tout pour plus de quatre cents personnes. Il y avait bien des radeaux, inutilisables d'ailleurs en raison de ce que la mer était agitée.

« Je m'apprêtais à descendre à mon tour dans un bateau de sauvetage qui avait déjà recueilli une quarantaine de personnes, lorsque je fus rejeté par une lame sur le pont. Je dois à cet incident d'avoir la vie sauve. Une minute après, d'autres voyageurs sautaient du paquebot dans l'embarcation qu'ils faisaient chavirer.

« Dans la barque où j'ai réussi à prendre place par la suite, une jeune fille est morte de froid.

« Comme nous attendions toujours les secours qui ne venaient pas et que le *Sussex* tenait malgré tout l'eau, au bout de deux heures les rescapés abandonnèrent les frères embarcations pour le bateau torpillé.

« C'est seulement à onze heures du soir, après huit heures d'angoisse, que les secours sont arrivés de Boulogne. Un remorqueur est apparu. Tout le monde était impatient d'y prendre place et des accidents étaient à redouter. Un homme se trouvait là qui prit le commandement en l'absence des officiers du paquebot. Et cet homme c'était un simple soldat qui revenait de Londres. Ce jeune militaire donna brièvement des ordres en anglais. Il fit placer les hommes d'un côté et les femmes et les enfants de l'autre. On commença par embarquer ces derniers avec beaucoup de soin, puis les hommes, qu'il avait fait ranger par quatre, descendirent, au commandement, le long des quatre cordes. Je voudrais bien connaître le nom de ce brave poilu.

« Nous sommes arrivés à deux heures et demie du matin à Boulogne, tandis qu'un destroyer ramenait une autre partie des passagers à Douvres.

« Parmi les blessés les plus gravement atteints figure un chirurgien des Etats-Unis, qui venait prendre du service à l'ambulance américaine de Neuilly. On est également sans nouvelles de M. R. Bliss, premier secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Paris. »

L'ŒUVRE DIT CE QUE PENSE HAUT LE MONDE BAS

Femmes de guerre

C'EST LA GUERRE

Ma voisine est une longue vieille dame au visage plat, au teint jaune, au regard d'un bleu métallique.

Possédant de solides rentes sur l'Etat, elle ne pâtit point de la crise des loyers.

Le deuxième jour de la guerre, elle a déclaré à sa domestique : « Vous savez, Augustine, c'est la guerre ; à partir d'aujourd'hui, je ne puis plus vous payer ; si dans ces conditions vous voulez rester, je vous garde ; sinon, cherchez ailleurs. »

Augustine, créature humble et résignée, demoura.

Sa maîtresse avait ajouté : « Bien entendu, vous vous arrangerez pour laver désormais le gros linge à la maison. Je ne vais certes pas payer des blanchisseuses... C'est la guerre. »

Entre temps, ma voisine a découvert une pauvre Alsacienne, couturière à la journée, toute seule pour élever quatre enfants.

De mauvaises langues l'avaient accusée d'être allemande, elle perdit la moitié de ses clientes.

Ma voisine la fit venir et lui tint ce langage : « Vous êtes allemande, ma pauvre femme... Oh ! protesta, indignée, la malheureuse. — Ne vous récriez pas, interrompit ma voisine magnanime, ne vous récriez pas ; peu importe, je ne sais qu'une chose, c'est que vous avez besoin de gagner votre vie et celle des vôtres ; donc, je vous ferai travailler, je suis bonne... Depuis longtemps je n'ai rien fait faire, vous aurez de l'ouvrage pour un bon bout de temps... Combien me prendrez-vous pour faire une jupe neuve avec deux vieilles ? — Mais... ça dépend du temps... — Non, non, j'aime les choses nettes, dites-moi le prix tout de suite (prix de guerre naturelle). — Eh bien !... sept francs... — Je vous donnerai quatre francs ; c'est à prendre ou à laisser... et c'est encore bien beau que vous trouviez des âmes charitables... »

Le premier jour où l'on vendit de la « frigo » au marché de mon quartier, les pauvres gens firent queue près de l'étal si vite dévalisé que beaucoup repartirent les mains vides. Ma voisine, elle, s'en alla lestée d'un superbe pot-au-feu et d'un succulent bifteck. A une pauvre femme flanquée de deux gosses qui s'en retournaient bras ballants, elle dit triomphante : « Ce n'est pas le tout de se lever tôt, il s'agit d'arriver à l'heure... »

Hier, j'ai rencontré ma voisine ; elle m'a demandé : « Pour combien de temps y'en a-t-il encore de cette maudite guerre ? »

— Deux mois tout au plus, lui ai-je répondu avec assurance.

— Vous croyez ? s'est-elle écriée d'un ton visiblement navré.

Et aussitôt elle m'a quittée... sans doute pour aller commander à sa bonne de faire en hâte la lessive, et à sa couturière d'achever vite tous les travaux qu'elle lui a si charitablement confiés.

« L'Intellectuelle » ne désarme pas. L'autre jour, dans une aimable réunion, on parlait de la bataille de Verdun, de la vaillance admirable de nos soldats, de leur magnifique volonté de vaincre.

« L'Intellectuelle », vêtue au goût du jour : robe de huit mètres de tour, incroyable chapeau pointant vers les étoiles, intervint d'une voix grave, les yeux perdus dans une extase intérieure :

« Oui, la guerre est une grande chose... Je disais justement, à propos d'un poème, il y a trois ans... »

« N'est-ce pas merveilleux, continue quelqu'un sans même entendre « l'Intellectuelle », n'est-ce pas merveilleux de voir ces hommes unis dans un même courage défendre leur terre pied à pied, tous prêts à payer de leur vie chaque pas gagné ?... »

« Dans un très beau livre que je suis presque seule à connaître, poursuit « l'Intellectuelle », il y a une phrase sur le courage de l'homme que j'ai résumée ainsi... »

Mais voyant que décidément on ne l'écoutait pas ici, « l'Intellectuelle » s'avance vers une jeune femme de lettres, aussi naturelle, aussi simple, aussi spirituelle que les bêtes dont elle a raconté les âmes :

« De l'heure tragique, lui dit-elle, doit naître les beaux livres. Je le disais hier à X..., de l'Académie. Que préparez-vous en ce moment ? »

« Ah ! ne m'en parlez pas ! mille choses ; ma fille part samedi pour la campagne ; je viens de lui acheter deux paletots. En sortant d'ici, il faut que j'aille à la poissonnerie, mon mari veut manger du poisson ce soir. Demain, j'ai bien envie de faire des confitures d'oranges pour mes soldats ; c'est excellent vous savez, la confiture d'oranges... tonique, rafraîchissant... »

Ah ! saperlotte ! j'oubliais que je dois aussi rapporter du fromage.

Un peu méprisante, « l'intellectuelle » se retourne vers la peintresse qui accompagne la femme de lettres et commence : — J'ai peut-être été la seule à prévoir que la vie...

— Elle est horriblement chère, tranche la peintresse : vingt-six sous un chou ! vous comprenez cela ?

Horrible, mais grande encore si possible à ses propres yeux par l'opposition de sa supériorité à la sottise ambiante, « l'intellectuelle », le front loupé de pensées sous l'aigrette en révolte, s'éloigne d'un pas noble vers les profondeurs du salon...

Annie de Pène

M. Poincaré et le prince de Serbie A VERDUN

Le prince Alexandre de Serbie et le président de la République sont partis ensemble, jeudi soir, pour le front des armées. Ils se sont, d'abord, rendus vendredi matin en Argonne, où les attendait le général Joffre.

Accompagnés du général en chef et du général Humbert, ils ont visité des organisations défensives et des cantonnements.

De l'Argonne, le prince et le président sont allés passer en revue l'une des divisions qui se sont signalées par leur héroïque conduite dans la région fortifiée de Verdun. Cette division appartient au 20^e corps, dont le commandant, le général Balfourier, a reçu récemment, par l'entremise du général Alexeïeff et du général Joffre, les félicitations de l'empereur de Russie.

Le prince Alexandre de Serbie et le président, qui était déjà allé, dans un précédent voyage, féliciter le général Balfourier en son poste de commandement, lui ont exprimé, ainsi qu'au général Nourisson, aux officiers et aux hommes, toute leur admiration.

Toujours accompagnés du général Joffre, le prince et le président se sont ensuite rendus au quartier général du général Pétain et se sont longuement entretenus avec lui. Le prince a détaché de sa poitrine la plaque de l'ordre de Karageorge pour la remettre lui-même au général Pétain. Il a également laissé des décorations et des médailles serbes pour un certain nombre d'officiers et de soldats.

Après être montés dans un des forts situés au nord de Verdun, pour embrasser d'un coup d'œil l'ensemble du champ de bataille, le prince et le président sont revenus dans l'intérieur de la ville et se sont notamment arrêtés à la casernade.

Ils se sont ensuite rendus au poste de commandement du général qui commande les troupes engagées dans le secteur de Douaumont-Damloup et aux quartiers généraux de deux généraux de division. Partout, le prince a été charmant et épressé vis-à-vis des officiers et des hommes.

Le président et le prince sont rentrés à Paris hier matin à huit heures par la gare de l'Est. Le président a reconduit le prince à l'hôtel Continental au milieu d'une foule considérable qui n'a cessé de crier : « Vive la Serbie ! Vive la France ! »

Une lettre du Prince Alexandre

Aussitôt après son retour du front, le prince de Serbie a écrit au président de la République pour le remercier de l'avoir mis à même de contempler le spectacle grandiose qu'il avait eu sous les yeux. Dans cette lettre, qui respire une jeunesse enthousiasme, l'héritier du trône de Serbie prie M. Poincaré de dire au général commandant en chef les armées de la République, aux généraux, officiers, sous-officiers et soldats de la France, combien il a été heureux de les voir à l'œuvre :

Vous ne m'en voudrez pas, ajoute le jeune prince, si je vous dévoile le sentiment intime qui m'a étreint pendant ces heures inoubliables et qui enveloppait dans la même affection, et servis les uns contre les autres, vos héros et mes héros. Le soldat serbe a été toujours dans l'admiration devant son frère d'armes français. Les uns aux côtés des autres, ils lutteront demain, en dignes partenaires également des soldats de nos alliés et amis. Hier déjà, j'ai entrevu la victoire respirer sur nos bataillons.

Le président de la République a aussitôt répondu au prince Alexandre pour le remercier et il a communiqué la lettre que celui-ci lui avait adressée au ministre de la guerre.

ANASTASIE AUX COLONIES

A propos de la saisie du *Journal des Débats*, du *Figaro* et de *l'Œuvre* en Algérie, M. Paul Bluyesen vient d'adresser au président du conseil cette lettre :

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous aviser qu'à l'occasion de tout débat sur la proposition Paul-Meunier, visant la censure ou ses diverses formes, je vous prie de vouloir bien préciser devant la Chambre en vertu de quelles instructions, et sous quelle autorité, s'accomplissent dans les pays de protectorat français les saisies de journaux, telles que celle qui vient d'être pratiquée deux fois, à Tunis, à l'égard du *Journal des Débats*.

Maintenant, en ce qui concerne votre très juste observation que « la Métropole ignore tout de ses colonies et protectorats », permettez-moi d'ajouter qu'il en sera ainsi tant qu'il n'y aura pas une autorité directrice responsable des colonies et protectorats, particulièrement de ceux de l'Afrique du Nord.

Les morceaux de notre grand empire colonial, formement et heureusement administrés sur place, sont laissés, sans contrôle parlementaire ou gouvernemental, aux mains de fonctionnaires dont je ne méconnais pas les excellentes dispositions, mais qui n'ont pas le droit de décision, et surtout de décision d'ensemble.

Donc, faites un ministre ou un sous-secrétaire d'Etat de l'Afrique du Nord... Sinon...

Votre ami,

Paul BLUYESEN.

18 milliards de billets de banque

Le *Journal officiel* publie ce matin un décret aux termes duquel le chiffre maximum des émissions de billets de la Banque de France et de ses succursales, fixé provisoirement à 15 milliards par le décret du 11 mai 1915, est porté à 18 milliards de francs.

Hors d'Œuvre UNE EXPÉRIENCE

La plus belle affaire que nous ayons vue depuis le début de la guerre, sans en excepter même l'affaire Desbœufs, est celle de cet officier d'administration dont la presse bordelaise (avec le service de la censure) nous révèle les... avait...

Notable commerçant, M. L... a été affecté, au début de la guerre, à une formation des environs de... C'est-à-dire qu'on avait mis à sa disposition un certain nombre d'hommes et un certain nombre de quintaux de papier. Le papier justifiait la présence des hommes. Les hommes justifiaient la présence du papier. Il fallait et il suffisait que le papier fût noir.

Ayant réfléchi, l'officier L... trouva cette solution admirable : négligeant toute paperasserie d'ordre militaire, il employa le papier et les hommes aux besoins de son commerce civil. Il transforma ses auxiliaires en comptables, facturiers ou camionneurs ; il transforma les états militaires en livres de comptabilité ; il transforma ses bureaux en entrepôts où, à certaines époques, furent entassées des marchandises se montant à la somme de 900.000 francs.

Et ainsi tout marcha admirablement jusqu'à la fin de janvier dernier. Quelques états « Néant » fournis de temps à autre à l'autorité militaire, qui ne s'apercevait de rien, masquèrent le travail productif accompli dans ces bureaux où aurait dû s'accomplir un labeur réglementaire stérile.

Mais M. L... dénoncé par un commerçant civil jaloux de la prospérité de ses affaires et du bon marché de sa main-d'œuvre, vient d'être déferé au conseil de guerre.

Quelle belle plaidoirie va prononcer son avocat !

Il ne peut manquer, en effet, de proposer M. L... au ministre du commerce pour une croix de la Légion d'honneur en récompense d'une initiative qui a puissamment aidé à la reprise des affaires.

Et il proposera également M. L... au ministre de la guerre pour une croix, avec palmes : car M. L... se conformant à une circulaire du général Gallieni a procédé à une expérience concluante en ce qui concerne l'utilité de la paperasserie. Combien d'affaires militaires qui ont marché toute seules auraient été retardées, entravées, arrêtées, si les auxiliaires de M. L... avaient employé leur papier à faire des états réglementaires au lieu d'établir d'innocentes factures commerciales !

ZETTE.

Des égards pour les blessés

L'Éclair de Nice nous apprend le fait suivant :

Un convoi de blessés est arrivé hier en gare de Nice. Or, aucune mesure ne semblait avoir été prise pour le transport des soldats dans les formations sanitaires désignées pour les recevoir.

Longtemps, tout longtemps, les blessés restèrent littéralement « en souffrance » à la gare, après avoir supporté les fatigues d'un long et pénible voyage, et en attendant les voitures d'ambulance retardées par la négligence d'un service d'administration.

L'exactitude de la politesse des rois, conclut notre confrère, M. Leureau, qui est malheureusement roi de France à l'heure actuelle, ne semble pas pratiquer cette vertu dont ses prédécesseurs lui ont donné l'exemple.

A défaut de politesse, nous lui demandons pour l'instant un peu d'humanité... Après la guerre, il sera temps d'être plus exigeant.

L'art n'a pas de patrie

Le *Journal du Peuple*, qui paraît en France, et qui est rédigé en langue française, s'exprime ainsi :

Il faut que, désormais, on ne joue plus Parsifal qui faisait 26.000 francs de recette avant la guerre, pour laisser la « lace aux Barbares, qui ne faisaient pas 4.000 fr.

En littérature, nous boirons du vin du même tonneau. On ne jouera plus Gérard Hauptmann, qui a du génie, mais qui est allemand. Bon ! Mais voici plus fort : on boycottera même les neutres suspects de germanophilie. A preuve la campagne qui s'amorce contre l'Espagnol Benavente, l'auteur de la *Mal Aimée*, dont l'Oléon annonce la première représentation.

Que lui reproche-t-on ? On cite un article de la *Gazette de Cologne*, qui le félicite d'avoir refusé les appâts français. C'est tout ? Benavente est donc neutre. C'est peut-être bien son droit d'Espagnol.

Mais notre droit, et peut-être bien notre devoir de Français, est de ne pas « laisser la place aux Barbares »... quand bien même ils ne devraient pas « faire 4.000 francs. »

Psychologie du gendarme

Un de nos confrères a ouvert sa « Tribune corporative » aux revendications des gendarmes. Il y a actuellement un malaise dans la gendarmerie.

Citons :

Nous avons dit que le mieux-être moral du gendarme dépendait plus de ceux qui le commandent que de tout autre facteur... Il faut que le supérieur laisse entendre à son inférieur que le devoir a été réellement accompli, faute de quoi il reste dans le doute et ce doute le fait souffrir moralement. Nous n'avons pas la prétention d'avoir découvert cette vérité, qui est aussi

vieille que la gendarmerie, mais il n'est jamais inutile de le rappeler.

Mais quel peut bien être le cas de conscience qui tourmente actuellement l'âme du gendarme ? Quel est ce devoir pour l'accomplissement duquel il a besoin de lumières supérieures ?

Encouragement au commerce

Un de nos lecteurs s'occupe de questions relatives au commerce extérieur de la France. Désirant avoir tous les renseignements possibles, il a écrit à tous les directeurs des journaux placés sur ce domaine économique, leur demandant un numéro spécimen en vue d'un abonnement éventuel.

Tous ces journaux ont, en réponse, donné les détails utiles, en même temps qu'ils envoient un ou plusieurs numéros... Tous, sauf le journal de l'administration.

L'administration de l'Imprimerie Nationale, en effet, a répondu comme suit au contribuable :

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le prix de l'abonnement à l'année du *Bulletin des Annales du Commerce extérieur* est de :

Un abonnement pour 1916 ..Fr. 3 80

Total.....Fr. 3 80

Il n'y a pas de numéro spécimen. L'ordre de comptabilité établi ne permettant pas à mon administration de délivrer des fournitures avant d'en avoir encaissé le montant, je vous prie de vouloir bien me transmettre la somme de trois francs quatre-vingts centimes, au nom de M. l'Agent-Comptable de l'Imprimerie nationale.

Les timbres-poste ne sont pas reçus en paiement.

Agréé, Monsieur, etc...

Ainsi :

1^o L'administration n'envoie pas d'échantillon ;

2^o Il faut payer d'avance, sans que l'acheteur connaisse la valeur de la marchandise achetée.

Non, l'Etat n'est pas un commerçant ordinaire.

Et ça lui va fort bien de pousser les commerçants particuliers à l'initiative en prêchant la croisade contre l'expansion économique austro-boche !

Les Canards de l'Agence Wolff

ont traversé l'Océan

On lit dans le journal *El Pueblo*, de Mexico :

Berlin, 15 février. — La ville de Belfort réduite en cendres. — Le quartier général qui dirige les opérations en Alsace informe que la grosse artillerie lourde vient d'arriver à la ville française de Belfort. Les habitants ont fui, éperdus, pris de panique devant la grande quantité de morts résultant de notre bombardement.

En même temps que cette coupure, nous recevons la lettre suivante :

Belfort, 15 mars. — Nous venons encore de recevoir deux obus. Comme les précédents, ils ont cassé quelques vitres. Tout est tranquille ici. Les ménagères font paisiblement leurs provisions ; les gamins brandissent des sabres de bois pour exterminer les Boches. Et ma marchande de journaux me disait ce matin : « Si c'est pas malheureux, Monsieur, d'avoir de si gros canons pour avoir pas encore pu tuer un chien dans la rue depuis le temps qu'ils sont là ! »

La famine à Berlin (suite)

Le *Daily Telegraph* constate que la viande se fait rare à Berlin. Il en prend comme preuve ce fait que les bouchers ont reçu l'ordre de peser chaque morceau de viande avec un quart d'os.

Voilà un procédé dont nous n'avons aucune idée à Paris.

Les Imbéciles protestent

Nous avons reçu la lettre suivante :

Je proteste, Monsieur le Directeur, tant en mon nom personnel qu'au nom de tous ceux qui, comme moi, sont des imbéciles. Personne, en effet, n'a qualité pour nous défendre, car par les temps de syndicat de tout et de ligue du reste, nous avons toujours été trop bêtes pour nous grouper, de sorte que les imbéciles sont en France, à l'heure actuelle, la seule majorité qui n'ait pas de représentation officielle.

Or donc, étant au front, je lisais l'*Œuvre* toutes les fois que je pouvais m'en procurer un numéro ; mais voici que, venant en permission, je vois sur tous les murs :

Les imbéciles ne lisent pas l'*Œuvre* !

Et pourquoi ne la liraient-ils pas ? Libre à vous, Monsieur le Directeur, de vous interdire les gros tirages, mais les imbéciles vous liront malgré vous, car l'*Œuvre* est, à proprement parler, leur journal.

Ceux que vous attaquez : embusqués, spéculateurs, concussionnaires, ne sont pas des imbéciles. Ce sont, au contraire, des gens très intelligents — voire des malins.

Tandis que nous, qui restons à notre place aux tranchées ou travaillons à l'arrière, sans nous servir de nos relations, sans user de recommandations, c'est nous qui sommes les imbéciles, et fiers de l'être.

Comment le Change menace de nous ruiner

LE MAL

Chaque jour, dans les gazettes, on lit que la livre sterling est à 28,40 et le dollar à 5,90, que le franc baisse, que le mark dégringole, que la situation du change est de plus en plus inquiétante, et les profanes comme nous, tout en reconnaissant, avec des airs entendus, que la question est extrêmement grave, se demandent timidement ce que tout cela veut bien dire et quelle importance cela peut bien avoir...

Nous avons voulu en avoir le cœur net et nous nous sommes adressés, dans ce but, à un financier rompu à toutes les jongleries du change. Il s'est lancé devant nous, à perte de vue, dans des considérations financières qui nous ont paru aussi intéressantes que complexes, puis, s'apercevant brusquement que nous le suivions avec difficulté, il a eu l'heureuse pensée de nous instruire par un exemple :

— Le change, nous a-t-il déclaré, c'est la différence du transport du numéraire, ou, en d'autres termes, la commission qu'il faut payer pour transformer la monnaie d'un pays en monnaie d'un autre pays. Je suppose que vous ayez acheté pour mille francs de marchandises aux Etats-Unis. Le vendeur a spécifié que le paiement se ferait en livres sterling ou en dollars. Vous êtes donc tenu, pour acquitter votre dette, d'acheter mille francs en livres, ce qui vous coûte, au cours actuel, la bagatelle de 1.140 francs !

— Et si je veux payer en dollars ? — A votre aise. Seulement, dans ce cas, cela vous coûtera encore plus cher, le change pour l'Amérique étant plus élevé qu'avec l'Angleterre ; 1.180 francs !

Voilà donc, par un exemple courant, la question du change, en ce qui concerne la France, à peu près indiquée. On conçoit de quelle importance elle est pour nous. Certes, le commerçant français qui a dû déboursier 1.140 francs pour 1.000 francs de marchandises a toujours la faculté d'élever ses prix de vente et de se rattraper sur le consommateur. Mais le consommateur, lui, qui ne peut se rattraper sur personne, supporte entièrement le fardeau de ce change. C'est ainsi que, pour le charbon qui nous sommes aujourd'hui obligés d'acheter en Angleterre, le paiement doit être effectué en livres. La livre valant, au cours actuel, environ trois francs de plus qu'en temps normal — trois points, disent les financiers — cette différence vient s'ajouter au prix de la marchandise réelle. Si, avec cela, on songe au coût du fret qui est exorbitant, on ne s'étonnera plus que le charbon soit présentement à 130 francs la tonne et qu'il faille être millionnaire pour s'offrir le luxe jusque-là abordable d'avoir du feu chez soi.

Mais si la situation créée par le change est pénible pour le commerçant, combien ne l'est-elle pas davantage pour l'Etat, c'est-à-dire pour les contribuables ? Tous nos achats — et l'on sait qu'ils ont quelque importance par le temps qui court — effectués en Angleterre ou en Amérique doivent être réglés en livres sterling. Donc, lorsque nous achetons pour un million d'acier, par exemple, nous payons la bagatelle de 1.140.000 francs, soit 140.000 francs de plus que nous ne devons normalement. Multipliez cette somme par plusieurs centaines de millions et vous verrez quel joli supplément de charges cela nous vaut, supplément qui entre sans résistance dans la bourse de quelques intermédiaires, pourvoyeurs de change.

Une question vient immédiatement sur les lèvres : pourquoi la livre sterling vaut-elle aujourd'hui pour nous 28 f. 40 ? Uniquement parce que le crédit anglais, préféré à notre par l'Amérique, domine le marché et que certains gros détenteurs de livres spéculent sur les nécessités de l'heure présente et sur cette loi éternelle de l'offre et de la demande pour vendre très cher une marchandise-monnaie qu'ils offrent avec parcimonie et qu'on leur demande avec frénésie. Maîtres presque absolus du marché, puisqu'ils ne craignent pas la concurrence, ils mènent le change à leur gré, l'acheminant peu à peu vers des cimes inconnues jusqu'à présent, et se montrent d'autant plus fermes dans leurs prétentions que le gouvernement n'a pas encore cherché ou trouvé le moyen de les « mater ». Il passe pour eux, en somme, ce qui se passait il y a quelques mois avec les mercantis du front, qui vendaient au prix qu'ils voulaient la tablette de chocolat ou le litre de « pinard ». Eux, ils vendent un article beaucoup moins encombrant et beaucoup plus précieux : l'or anglais, et comme ils ne redoutent aucun commerçant voisin, ils augmentent chaque jour leur prix.

De telle sorte qu'il faut nous attendre à voir bientôt le change sur Londres continuer sa constante ascension et atteindre 30 francs, et la situation faite à notre crédit et à nos intérêts devenir de plus en plus précaire si... des mesures efficaces ne sont prises dans le plus bref délai.

Des mesures ? Elles sont évidemment très délicates, très complexes. Mais il ne fait aucun doute que M. Ribot pourra,

en s'y employant résolument, sinon mettre fin à ce malaise, du moins le diminuer dans des proportions très appréciables. Et cela, pour bien des motifs, s'impose avec urgence.

LE REMÈDE

Les mesures à prendre, elles se résument en une seule phrase : il faut amener au plus vite la stabilité du change.

Par quels moyens ? La Banque de France, on peut le dire, avait déjà essayé de remédier à la crise en se faisant ouvrir en Angleterre un compte de 1.500 millions — dont bénéficiaient les commerçants français, puisqu'ils « payaient dessus » — et qu'elle avait obtenu, moyennant le versement de 500 millions d'or. Il faut croire, cependant, que l'expérience n'a pas été très heureuse — soit que les « détenteurs de livres » se soient efforcés de gêner son action, soit que certains « profiteurs » aient voulu, par de fausses factures d'achat, réaliser une bonne affaire en obtenant un crédit facile et fructueux. Le compte épuisé, nous ne sachons pas qu'on ait songé à le renouveler.

Mais si la Banque de France ne semble pas avoir réussi du premier coup, bien que le change ait baissé légèrement au cours de l'expérience, s'en suit-il que, désormais, toute tentative d'amélioration doit être résolument écartée ? M. Ribot, qui jouit de la confiance des milieux financiers en France et en Angleterre, ne pourrait-il pas faire appel au patriotisme, non pas des établissements de crédit, mais des grands financiers dont le nom est sur toutes les lèvres ? Un mot d'eux et, certainement, du jour au lendemain, on constaterait un mieux sensible dans la crise du change, qu'il serait facile d'abaisser jusqu'à 27 ou 27,25. Il s'agirait, en somme, pour l'Etat, de réquisitionner le change comme on réquisitionne le blé ou le bétail.

Mais ce ne serait pas tout ; il faudrait mobiliser plus activement nos forces industrielles et commerciales et favoriser nos exportations : les difficultés du fret, l'engorgement de nos voies ferrées, la pénurie de la main-d'œuvre, les lenteurs administratives sont autant de boulets que nous traînons aujourd'hui aux pieds et dont il serait indispensable qu'on nous soulageât.

Enfin, — et nous touchons là au point le plus subtil, — une meilleure entente financière entre l'Angleterre et la France ne serait-elle pas inutile. Ce qui caractérise par-dessus tout une bonne alliance, solide et durable, c'est l'égalité des avantages et des obligations pour chacun des alliés. Or, il ne semble pas très sûr qu'en matière financière cette égalité ait été toujours observée. Ainsi, alors que les Anglais peuvent librement négocier en France titres et valeurs, la réciprocité n'est pas admise. Du moins ne l'était-elle pas jusqu'à la publication, il y a quelques jours, d'un avis de la Banque de France annonçant que les ordres de vente de titres cotés à Londres et appartenant au vendeur antérieurement au 1^{er} août 1914 seront dorénavant reçus à la Banque de France et dans ses succursales. Mais il s'agit là uniquement, qu'on le remarque, des titres cotés à Londres. Pourquoi n'a-t-on pas également visé les titres cotés à Cardiff ? Il n'en manque pas pourtant, de ceux-là, dans les portefeuilles français, si friands des valeurs charbonnières anglaises, et l'on s'explique mal l'ostracisme dont ils sont l'objet.

En tout cas, l'Angleterre, qui est, nous le savons, notre loyale et fidèle alliée, ne demande assurément qu'à nous aider. Encore faut-il que nous lui en offrions la possibilité. Quelques personnes croient devoir lui attribuer la responsabilité de la crise du change. Elles commettent là une très grave erreur, car le gouvernement anglais n'est pour rien dans les spéculations — toutes privées — qui se sont abattues sur nous. Il n'en est pas moins vrai que certains journaux allemands mettent une telle insistance à vouloir lui attribuer la responsabilité de cet état de choses qu'on en arrive à se demander s'ils n'espèrent pas ainsi amener une suspicion et un relâchement dans l'amitié franco-anglaise. Ils n'y réussissent certes pas, mais la manœuvre méritait d'être signalée, d'abord pour ce qu'elle décele de duplicité, ensuite parce qu'elle nous indique toute l'importance que l'ennemi attache à la question.

A nos gouvernants de trouver les solutions nécessaires. Pour nous, qui nous sommes efforcés d'exposer, indépendamment de toutes considérations de personnes, un problème essentiel à l'heure présente, nous serions heureux que notre très modeste et inexperte intervention provoquât celle des hommes qui ont pour mission de défendre nos intérêts et nos finances.

Les ministres italiens à Paris

Les représentants de l'Italie à la conférence des Alliés, MM. Salandra, président du conseil, ministre de l'intérieur, Sonnino, ministre des affaires étrangères, et le général Dall'Olio, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, arrivent aujourd'hui dimanche, à 5 heures, par train spécial, à la gare de Paris-Lyon.

Ils seront accompagnés de M. Martino, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, et de plusieurs attachés de cabinet et de secrétaires.

"L'Œuvre" Artistique

LES LIVRES QU'ON LIT

M. ADOLPHE SÉCHÉ : *Les Guerres d'Enfer* (Edw. Sansot, édit.).

M. Séché voit de haut et juge clairement. Il pense par lui-même ; il ne se contente pas d'apparaître, à l'opinion publique, aux « idoles », qu'une médiocre attention, il sait écrire, comme en font foi ces trois cents pages. *Les Guerres d'Enfer*. Humour, vivacité, précision dans le mot et dans l'idée, des aperçus nouveaux, curiosités fécondes. M. Séché s'avère (comme on dit à présent) un maître de l'Histoire, pour les avoir écrites. C'est le plus beau livre — non ! c'est le livre — de la Guerre. Quand, plus tard, il s'agira de définir les événements qui nous emportent, c'est à l'œuvre d'Adolphe Séché qu'il conviendra de recourir. Même en le réduisant à la plus sèche analyse, on ne saurait donner ici d'un tel ouvrage une idée approximative.

Dans sa manière d'exposer les faits, de promouvoir l'enseignement qu'il en tire, M. Adolphe Séché rappelle assez communément la manière de Gourmont. Il en a la franchise, la brièveté substantielle. Comme Gourmont, il comprend et généralise ; mais cette affinité, dont il ne peut que se louer, avec un noble esprit, n'entraîne ni son originalité ni son charme personnels. Son livre est plein de trouvailles heureuses, d'aperçus vifs et curieux. La distinction qu'il établit entre la race de sang et la race de culture (c'est-à-dire les races d'intérêts communs) donne un terme au bavardage des ethnologues à la petite semaine, qui parlent si mal à propos d'arys, de sémites et autres billes-bleues ! Les bons gens ! ils ignorent que ces Teutons répugnants dont ils maudissent la glotonnerie et la méchanceté sont des Indo-Européens, comme eux, comme leurs pères, les Français, qui donneront à la Gaule ce nom qu'elle a gardé.

La guerre chevaleresque, patricienne, du Moyen-Age, à la guerre idéaliste de la Révolution, faites, l'une par une aristocratie orgueilleuse et fermée, l'autre par des soldats de carrière, succède à la guerre moderne, intéressante à un peuple tout entier, une race, bientôt, sans doute, un continent. C'est la guerre de tous, cruellement systématisée, employant à des œuvres de terreur la culture scientifique ; la guerre de tous, concourant à la même besogne anonyme et collective, à l'enrichissement d'un monde, forcé d'accroître, pour vivre, sa production et son territoire.

M. Séché n'estime pas que la grande guerre soit un dénouement. Il y verrait plutôt une sorte de prologue au drame guerrier qui, pendant le XIX^e siècle, aura le monde pour théâtre et pour acteur l'humanité. Les vieilles distinctions, neutres et belligères, combattants ou non-combattants, se ni abolies. Plus que jamais « un loup » pour son frère, l'Homme apportera, dans le vieux conflit d'Abel et de Cain, un art subtil de donner la mort, inconnu jusqu'à lui. Substitut au combattant la machine permettra d'éterniser ces grands carnages qui, de plus en plus, seront industriels et mécaniques, le soldat transformé en chauffeur, en pilote, devenu enfin un ouvrier sans panache ni broderie ! Et la guerre, cette guerre, la plus surprenante des guerres d'embuscade, modifiant l'esthétique du paysage (car le progrès fait du champ de bataille un immense chantier), voici comment le décor des luttes à venir apparaîtra, sous les aspects nouveaux que lui confèrent les apports de la chimie et de la balistique :

Au cours des siècles, les lignes de l'horizon se sont modifiées combien de fois, sous la poussée des nécessités militaires ? Sans remonter au delà de notre ère, on peut suivre, sur le sol de la France, l'évolution de son armement et son immédiate répercussion sur le paysage. Contre les assauts des chevaliers bardés de fer et de cuir, le Moyen-Age érige ses châteaux à pont-levis, à tourelles, à créneaux... Voilà créé le pittoresque médiéval. La poudre s'enflamme, le canon tonne, les murailles s'effondrent. Vauban jette à bas machicoulis, schanzen et pigeons. Les arbres

sont rasés, les terres retournées, le pittoresque est démolit... Les obusiers monstrueux et les avions sauteurs de bombes ressusciteront le paysage accidenté, replanté, reverdi, coupé de tranchées félonnées, de coupées blindées, de tours métalliques, cependant que le ciel, jusqu'à l'apogée, s'ammèra d'ailes géantes et de feux resplendissants.

Ce passage qui clôture, avec tant de belle humeur, les réflexions suggérées à l'auteur par les conjonctures présentes fait toucher la manière du styliste et le tour du penseur. La place manque, ici, pour effleurer même les solutions qu'il propose. On n'eût d'autre vouloir que de nommer avec déférence le livre et son auteur, d'enregistrer à cette place un témoignage de véritable admiration.

Heureux si quelques nobles intelligences, quelques esprits attentifs et libérés des triviales idoles pressentent dans *Les Guerres d'Enfer*, nonobstant les aridités de ce *compendium* trop succinct, un *Novum Organum* de la philosophie historique, une somme, un bréviaire de la sagesse moderne qui vaudrait qu'on l'étudie et qu'on s'en imprègne autant pour la diction et le beau style que pour l'imprévu, la force, le courage de la pensée. Après, en effet, l'avoir étudié, c'est un des livres que l'on relit encore et que l'on aime toujours après l'avoir fréquenté.

Laurent Tailhade

Que vaut l'Art allemand ?

L'art allemand ? Il naîtrait au Moyen-Age. Disons : il naîtrait, car, si caractérisé soit-il, il ne naît pas, au même titre que l'art français, l'art italien, l'art des Pays-Bas, comme expression d'une civilisation.

Il fut importé à toutes ces époques, plus absolument que l'art grec à Rome, l'art byzantin et celui de la Renaissance en France. Rome, la France, pays où les efforts se sont toujours fondus dans le patrimoine national. Allemagne, terre ingrate, rebelle, qui ne put résorber rien.

En Allemagne, l'art ne résulte même pas d'une intrusion soudaine et directe d'un voisinage ; il n'y pénètre que de deuxième main. L'Espagne par le sud, les Flandres par le nord, y amènent ce qu'elles ont appris de l'Italie, bien plus que leur propre invention qu'elles semblent jalousement garder.

Quant à l'Italie, où s'éduquent les premiers artistes des temps modernes, l'Allemagne est incapable d'en incorporer sans intermédiaire les conceptions.

Ce qui distingue justement les styles germaniques, c'est qu'ils se reconnaissent bâtards dès le premier aspect. On pense, devant eux, à ces chiens de forme peu nette et de couleur imprécise, qui errent, issus de croisements sans règle et sans retenue.

Certes, les Rhénans, Souabes ou Tyroliens, Dürer, Holbein, Cranach, sont originaux et puissants, mais nous ne contestons pas que le chien de la rue soit musclé, rusé et fort, tout bâtard et laid qu'il soit.

A force d'être matérialistes et naturalistes, les Prédurériens ne produisent que des caricatures. Point de trace d'idéal chez eux : ils font laid.

Peintres de portraits même dans des groupes, n'auraient-ils pas eu de beaux modèles à copier en terre germanique ? De nos jours, où la race n'est point améliorée, notre Courbet put cependant en trouver pour sa *Dame de Munich*, sans

doute un peu épaisse, un peu indécente, mais savoureuse, à la française.

Cherchez dans une des plus séduisantes féminités écloses du génie d'Albert Dürer : *L'Ève* du palais Pitti. Est-elle jolie, cette première pécheresse, qu'il s'efforce cependant, on le sent, de présenter fine et même gracieuse ? Non. Et cette *Grande Fortune*, bossuée plutôt que grasse, au visage massif comme le corps, qu'en dites-vous ? Comme ce Dürer cependant à demi italianisé, est resté balourd et trivial dans sa puissance, même pour ses œuvres les plus considérables !

Venu un peu plus tard, Holbein est plus hollandais que bavarois : c'est l'avis de Fromentin. Subissant le goût inférieur de ses compatriotes de sang, pour une jolie *Dorothea*, d'ailleurs très léonardesque, pour une suave et douce *Jane Seymour*, comme la plupart des clientes de son pinceau sont peu flatées !

De Lucas Cranach, peintre moins important que ses deux prédécesseurs, les images, italianisées davantage, plaisent peut-être davantage ; les efforts vers le beau paraissent un nouveauté dans son pays. Encore, est-ce que les trois petites figures nues du *Jugement de Paris*, offrant l'allure sans noblesse de ce que nous nommons des grues, satisfisent assez un honnête contemplateur ?

La sculpture suit de près la peinture, aux rétables flamands de Cologne et d'ailleurs. Dans un article de journal, on ne peut s'étendre ; qu'il donne l'envie de se renseigner, ce sera bien. Nous n'insisterons pas aujourd'hui. Pour ce qui est de l'architecture, elle qui permet surtout de jauger la civilisation d'un peuple, arrêtons-nous un peu.

Elle n'est devenue, entre Alpes et Rhin, que la servante épressée des styles étrangers. Tour à tour gothique, de notre bel ogival qu'elle ourdit, italienne d'imitation, xv^e et xviii^e siècles, à la française encore, pseudo-grecque à Munich, l'architecture pastiche, truque et dépayse les formes connues. Elle demeure toujours surchargée, empatée, compliquée, fardée, exagérée. Même superbe et altière, au milieu des magnificences seigneuriales et ecclésiastiques, elle reste, là-bas, une servante. On admire combien la femme de chambre sait porter, sur elle, d'atours dérobés à ses maîtresses ! Le *rasca cueros* avant lettre qu'est l'architecte teuton superpose les chaînes de montre dorées sur son gilet rutilant. Voyez Wurzburg, Heidelberg, Potsdam ! La peinture et la sculpture tedesques sont nulles aux xviii^e et xix^e siècles, malgré ou à cause des Keller, Menzel, Ehreberg, von Gebhardt, Seliger, Feuerbach, Waldmüller, von Marees, Richter, Kaulbach, von Schwind, Borchardt, Beklin, Corinth, Danneker, Busch, Hertler. Nous oublions Lembach, combien d'autres, célèbres chez eux ?

Ce n'est que depuis peu que l'architecture boche prétend à l'indépendance. Sous prétexte de sa propre tradition — tout imaginaire — elle utilise les compilations du grand Viollet-le-Duc. Elle use de nos travaux du Moyen-Age dans ce qu'ils ont de plus rébarbatif, sans estimer convenablement la place qu'y occupent les massivités. Elle surajoute à notre ogival, aimable chez nous, mais dénaturé là-bas, du Louis XVI sans la grâce et de l'hindou égyptianisé, passé au tamis de formes copées !

Voilà qui continue la filiation du

chien bâtard, la seule qui ait jamais subsisté sur la Sprée.

Enviens des Colisées, l'Allemagne de Wilhelm II crée enfin quelque chose vers 1880 : le COLLOSSAL, ce qui n'est même pas de l'invention, après Rome, les Pharaons, les Khmers et les Tolteques.

Oui, l'Allemagne organise.

L'intelligence règne chez elle et, pour son art, déploie des ressources pratiquées au-dessus de tout. Mais cette intelligence hautaine ne descend pas dans la cervelle de citoyens-artistes.

Dürer, Holbein, Dielerlin même ne reconnaîtraient pas leurs petits-neveux.

Adolphe Dervaux

L'Affaire Lombard, Laborde, Garfouinkel et C^{ie}

Si, comme le disait l'Œuvre dans son précédent numéro, le mandoliniste Garfouinkel a eu des protecteurs occultes et puissants, d'autres inculpés de marque dans le procès des fausses réformes, qui va commencer jeudi prochain, ont bénéficié, eux aussi, de puissants appuis.

Un des premiers sujets, le docteur Laborde, médecin du ministère de l'intérieur, a eu une fortune aussi injustifiée que rapide, grâce à ses protections. Qu'on en juge :

Le docteur Laborde a débuté à Paris comme modeste médecin du quartier des Terres ; ayant épousé une proche parente de M. Charles Dupuy, ancien ministre, la valeur lui vint avec le mariage. Nommé médecin du ministère de l'intérieur à 39 ans, il était, après six ans d'exercice, élevé à la dignité de chevalier de la Légion d'honneur ! En 1895, il est nommé médecin aide-major de réserve et fait, en cette qualité, une période d'instruction. Très mal noté, il se voit infliger quinze jours d'arrêts de rigueur pour avoir répondu à son chef de service, qui lui faisait une observation : « Ma parenté avec un ancien ministre me met à l'abri de toute répression. »

En 1897, il était suspendu pendant un an de ses fonctions d'aide-major, par décision présidentielle ; mais ces diverses tares n'étaient pas faites pour enrayer son avancement, il le fit bien voir. En effet, en 1912, il était convoqué pour une période d'instruction à l'hôpital Saint-Martin, où il fut l'objet des notes les plus élogieuses. Une fois n'est pas coutume ; il est vrai que, se trouvant à Paris, il pouvait plus facilement faire jouer les puissantes protections dont il se targuait. Mobilisé le 2 août 1914, à l'hôpital Bantzer, à Toul, il en partit, très mal noté, le 16 février suivant, et fut affecté, trois jours après, au 3^e bureau de recrutement de la Seine, porte de Châtillon.

Les langues se délient au Palais de Justice, à mesure que la date de l'ouverture des débats est plus proche. On parle d'une photographie qui sera produite à l'audience, laquelle représente à table le docteur Lombard avec un conseiller à la Cour, M. A... On parle d'un jeune député qui n'est pas au front et qui a, attaché récemment son nom à une loi sur le recrutement, dont on aurait aussi la photographie en compagnie d'un des inculpés des plus compromis. On dit aussi qu'au cours des plaidoiries certains avocats raconteront comment le docteur Laborde a été visité le front, accompagné d'un de nos sous-secrétaires d'Etat les plus actifs.

Un médecin-chef d'un hôpital parisien aurait, si nous en croyons-les on-dit, touché 200 francs pour fournir un certificat à un soldat. Un autre médecin doit à la haute protection qui le couvre de ne pas être inculpé, mais la phrase suivante du capitaine rapporteur vaut presque une inculpation : « Ce médecin est aux extrêmes limites de la complexité pénale. »

Nous que ce médecin est toujours chargé des services d'hospitalisation au gouvernement militaire de Paris.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

L'Œuvre militaire

Des soins qu'il faut assurer aux soldats

Il est certaines maladies dites spéciales qui affligent l'humanité en dépit des efforts des bactériologistes, des médecins, des savants. Les malades peuvent arriver à s'en accommoder ; ils peuvent même prétendre à une vieillesse exempte de grosses infirmités, mais à la condition absolue de se soumettre à un traitement de piqûres prolongé pendant des années. Ceux qui ont recours au traitement approprié conservent une santé normale, gardent leur valeur sociale au point de vue de la collectivité, leur valeur individuelle au point de vue de l'armée. Les autres, ceux que les circonstances ont privés des soins indispensables, sont exposés aux accidents les plus graves : tabès, paralysie générale, etc. ; ils sont destinés à devenir bientôt des non-valeurs pour le pays. Ce simple exposé — que je n'ai pas besoin de développer autrement pour que tout le monde le comprenne — démontre la nécessité impérieuse d'assurer un traitement régulier de piqûres à tous les soldats qui en ont besoin.

Je sais qu'on en a réuni quelques-uns dans des hôpitaux ou dans des services spéciaux ; mais pour s'y faire admettre, c'est le diable ! Il faut être impropre momentanément ; il faut donc que des accidents sérieux se soient manifestés, et pour certains de ces accidents — ceux de la période tertiaire — notamment — « manifestation » est trop souvent synonyme « d'incurabilité ».

Ce qui serait nécessaire ce sont des piqûres régulières auxquelles tous les soldats qui déclarent en avoir besoin devraient avoir droit. Les médecins spécialistes s'accordent à proclamer que seule l'application prolongée et persistante des piqûres peut préserver les malades de la débâcle. Comme elles ne nuisent en rien au service, comme elles ne modifient nullement la vie normale de l'homme, rien ne s'oppose à ce qu'on le soigne convenablement.

La loi d'humanité s'accorde avec l'intérêt du pays et de la race pour reconnaître aux malades le droit aux soins que nécessite leur état. Chaque homme atteint de la maladie qui nous occupe et qu'on laisse sans soins, est frappé non seulement dans sa santé, mais encore dans sa descendance. Ce sont des enfants, ce sont des soldats futurs qu'on enlève au pays.

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

Henri J. Aucit. — Votre situation paraît en règle.

E. Santos. — Cette demande peut être faite. Il appartient au général commandant la région d'y donner satisfaction.

E. V. M. — Ces avantages peuvent être délégués par les chefs, mais ce n'est pas un droit absolu. Vous avez droit à un emploi de votre choix qui est stipulé dans l'acte de l'engagement spécial. C'est au recrutement que la demande doit être adressée.

A. M. — Vous pouvez obtenir des avances.

Au Musée de l'Armée

Le général Niox, gouverneur des Invalides, a informé le « Souvenir National » que la commission du Musée de l'Armée avait décidé de conserver aux Invalides, à l'entrée du salon d'honneur, l'œuvre du sculpteur Pierre Feitu, *Immortalité*, panneau décoratif sur lequel sont gravés les noms des généraux morts pour la patrie. L'inauguration en aura lieu prochainement.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE du dimanche 26 mars 1916

19

Les Mystères de Corneville

ou L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS

DU DEUXIÈME BUREAU

II

RADINGOIS ET BERLINGOT

— Mon Dieu ! gémit la concierge, tout émue. J'ai envie de la prévenir discrètement.

Des pas retentirent dans l'escalier, des pas inégaux, que le tapis assourdissait par moments.

— Il descend ! fit le concierge, en allant ouvrir la porte de la loge, pour mieux écouter.

— Bonsoir, la compagnie ! dit Radingois, brusquement. Je vais l'attendre dans la rue.

— Et s'il résiste ? questionna la concierge, anxieuse.

— Je suis là pour un coup ! déclara le facteur.

— J'ai de quoi le faire tenir tranquille ! ajouta Radingois.

Il sortit à demi de la poche de son veston un browning des plus impressionnants. Puis, en trois enjambées, il fut dans la rue.

M. Perrussel, — le lecteur l'a reconnu, — lorsqu'il passa devant la loge du concierge, chantonnait. Il fredonnait encore en mettant le pied sur le trottoir. C'était un homme heureux. Mais ne tirons de ce bonheur aucune conclusion, s'il vous plaît. Nous savons très bien qu'il est de ces mortels qu'un simple sourire d'Hélène eût fait monter au septième ciel. Mais, pour ceux qui n'admettent le bonheur que dans un désir réalisé, nous n'affirmerons pas que M. Perrussel, ce soir-là, se fut contenté d'une promesse. Nous n'en savons rien. Et personne n'avait les yeux fixés sur les fenêtres d'Hélène pour apprendre d'elles des choses qui ne regardaient que M. Perrussel et la blonde modiste.

Radingois attendait à gauche de la porte, pour ne pas être aperçu. Il fut surpris de voir l'homme qu'il épiait ne tourner ni à droite ni à gauche, mais traverser la rue droit devant lui, puis, arrivé sur le trottoir opposé, se retourner, les deux mains dans les poches de son veston, et jeter un long regard sur la lueur qui filtrait à travers les persiennes fermées de l'appartement d'Hélène. Sa canne renversée, dont la pomme était maintenue dans la poche droite du veston donnait une allure désinvolte à M. Perrussel qui, droit comme un i, apparaissait dans l'ombre, jeune, souple, tout à fait en forme. Radingois dit :

— Faut y aller en douceur. Il a l'air

cestaud ! Y m'ficheraït bien une tripotée !

Alors, il s'approcha de cet homme qui planait dans les régions éthérées du bonheur. Et il n'imagina rien de mieux que de prononcer à deux pas de lui, à mi-voix, d'un ton sec, ces seuls mots :

— Burgenstaub !... les mains hors des poches !

Ce nom abhorré fit sur M. Perrussel l'effet d'une douche glacée. Il tressaillit, sortit ses mains des poches de son veston, ce qui lui fit brandir sa canne avant d'en déposer le bout à terre et ce geste laissa supposer à Radingois que l'homme était épouvanté ou irrité de se voir reconnu et de s'entendre appeler par son nom.

M. Perrussel s'était ressaisi :

— Vous dites ? demanda-t-il, d'une voix émue.

Radingois, nettement, articula :

— Je dis : « Burgenstaub, suivez-moi ! » Je ne le redirai pas. Sécurité générale ! J'ai mandat.

Il montra un instant son browning qu'il remit dans sa poche. Et docilement M. Perrussel suivit Radingois qui gagna le boulevard Malesherbes. Le concierge, du seuil de la porte, avait assisté à l'arrestation. Il entra et dit à sa femme :

— Il suit l'agent. Il file doux. Il n'a pas l'air à son aise.

En route, Radingois questionnait son prisonnier.

— Vous devez en être comme deux ronds de flan d'avoir été poissé aussi rondement ?

— Permettez ! répliqua M. Perrussel. Je vous ai suivi parce que vous avez un browning et que je voulais éviter un scandale dans la rue Daubigny. Mais à

présent nous pouvons causer !... Je ne suis pas Burgenstaub !

— Je m'y attendais, à celle-là ! Vous n'allez pas me dire, bien sûr, que vous êtes revenu de Suisse pour voir votre poule !...

— Je vois très bien d'où provient l'erreur.

Il allait expliquer : « C'est moi qui ai dénoncé Burgenstaub comme allant tous les mardis chez Mlle Hélène. Et le premier mardi où cette enfant arrachée à l'emprise allemande retombe entre des mains bien françaises, comme l'Alsace et la Lorraine y retomberont un jour, la police m'arrête, croyant arrêter le Boche ! Je suis cause de ma propre arrestation ! C'est bête !... »

Mais il se tut en songeant que, pour prouver à l'agent qu'il ne s'appelait pas Burgenstaub, il lui faudrait démontrer qu'il s'appelait Perrussel. Démonstration facile, mais qui lui apparut pleine de conséquences dangereuses. La police saurait qu'il venait de passer une heure en tête-à-tête galant. La police était-elle discrète ? En tout cas, la police était curieuse. Elle pouvait, en ces temps de suspicion, questionner son concierge, arriver jusqu'à Mme Perrussel, interroger Hélène, qui serait compromise et furieuse de l'histoire. Il entrevit une atmosphère de scandale autour de sa famille, d'Hélène et de lui-même.

M. Perrussel, certes, s'exagérait le désastre d'une soirée si bien commencée. Mais son passé de bourgeois rangé, considéré, de père de famille austère, allait-il être entaché ? C'est pour sous-traire à la moindre petite fêlure le cristal pur de la réputation dont il jouissait dans le monde et auprès de son coa-

cierge qu'il compliqua son aventure le plus délibérément du monde.

À la hauteur de la place Malesherbes, il demanda :

— Où me menez-vous ?

— Au Dépôt, d'abord.

— Non ?

— Mais si !

— Vous persistez à me prendre pour Burgenstaub ?

— Jusqu'à ce que vous me démontrerez d'où provient l'erreur, comme vous dites !

M. Perrussel se força à rire, pour montrer à quel point cette erreur lui semblait énorme. Mais il ne fit rien pour la dissiper. « Pas si bête ! » pensait-il, croyant que ça s'arrangerait tout seul, un peu plus tard.

— C'est drôle ! dit-il.

— J'avoue que c'est drôle ! reconnut Radingois. Etre en Suisse, bien à l'abri, et revenir se faire pincer au sortir de chez une demoiselle, c'est tout ce qu'il y a de rigolo ! On prend les espions boches pour des malins. Moi, je l'ai toujours dit, c'est des ballots.

Et, à partir de ce moment, il tutoya M. Perrussel.

— Non ! Mais j'ai sa photo sur moi !

— Eh bien !... Comparez et relâchez-moi !

— Je l'attendais encore, celle-là ! fit le vieil agent.

Empoignant la barbe de son prisonnier, il tira dessus, d'une brusque secousse. M. Perrussel jeta un cri :

— Vous êtes fou ! dit-il.

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

Les idées qui passent...

L'EMPRUNT ALLEMAND

Mais oui, c'est un fiasco, un vrai fiasco, et, si nous le constatons ici, ce n'est pas pour obéir à un sentiment puéril de chauvinisme exalté, mais parce que cela aura pour la suite de la guerre l'importance la plus considérable.

M. Helfferich, secrétaire d'Etat aux finances boches, comptait dépasser seize milliards. L'exploit était d'autant plus possible que toutes les facilités de versements, de conversions et de compensations avaient été offertes aux souscripteurs. Le papier — car il ne s'agit plus, pour l'Allemagne, de réunir du numéraire, mais uniquement du papier, pour arriver à un chiffre impressionnant bien qu'illusoire — le papier devait affluer en masse. Or, l'emprunt n'atteint pas onze milliards, malgré la réclame la plus bruyante et la plus bonimenteuse.

Tous les grands centres industriels et commerciaux de Germanie ont indiqué leur découragement : Mayence a souscrit 27 millions de marks au lieu de 38 à l'emprunt précédent ; Karlsruhe, 88 au lieu de 100 ; Heidelberg, 23 au lieu de 28 ; Elberfeld, 45 au lieu de 58. A Francfort, citadelle des capitalistes, de 144 millions, la contribution de la Mittel-Deutsche Bank descend à 95 millions, et la Deutsche Vereins Bank arrive péniblement à 19 millions contre 24. Enfin, la Banque d'Empire, à Cologne, perd 60 millions et n'en apporte plus que 200. L'échec est encore plus éloquent à Dortmund : 20 millions au lieu de 41, soit une baisse de 53 0/0.

Ces chiffres se passent de commentaires. M. Helfferich a beau se féliciter avec emphase et raccrocher les applaudissements d'une majorité complaisante, la défaite n'en est pas moins piteuse. Si piteuse que la Gazette de Cologne l'attribue à des spéculateurs du ministère de la guerre, et la Gazette de Francfort à la mauvaise volonté des gros capitalistes !

C'est égal, le kaiser s'était promis un plus gros bénéfice des hécatombes de Verdun. Et voilà que, non seulement l'emprunt rate, mais encore la social-démocratie s'effrite. Haase et Liebknecht, rompu avec les Scheidemann et autres révolutionnaires imoériaux, viennent de fonder le groupe antimilitariste du Reichstag.

Tout cela ne nous est pas désagréable.

c. o.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Un vapeur anglais coulé par une torpille et est coulé par une torpille

Londres, 25 mars. — L'Amirauté annonce qu'un engagement a eu lieu le 29 février entre le croiseur auxiliaire allemand armé Greif, maquillé en vaisseau marchand norvégien, et le vapeur anglais armé Alcantara. Le résultat de cet engagement fut la perte des deux vaisseaux. Le croiseur allemand fut coulé par le tir des canons de l'Alcantara qui fut coulé, apparemment, par une torpille. Cinq officiers allemands et 115 hommes furent recueillis comme prisonniers de guerre. On a lieu de croire que l'équipage du croiseur allemand comptait plus de 300 hommes. Les pertes anglaises furent de 5 officiers et 69 hommes. Il convient de remarquer que, pendant tout l'engagement, l'ennemi tira sous les couleurs norvégiennes qui étaient peintes sur les côtés du vaisseau.

L'Amirauté dit publier cette nouvelle maintenant parce qu'il est évident, d'après un radiotélégramme allemand, que l'ennemi se sent déjà que le Greif, qui ressemblait au Moeve, a été détruit avant d'avoir réussi à passer notre ligne de patrouilles.

L'armement des navires marchands

Washington, 25 mars. — On annonce que les puissances de l'Entente, répondant séparément à la proposition de M. Lansing, ont refusé de désarmer les navires marchands.

Le général Cadorna

Londres, 25 mars. — Le général Cadorna a quitté Londres ce matin, salué au départ par les personnalités officielles et acclamé par le public.

Le Conseil supérieur de la Défense nationale

Le conseil supérieur de la défense nationale s'est réuni hier matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Le conseil des ministres qui devait se tenir hier matin a été, en raison de la réunion du conseil supérieur de la défense nationale, ajourné à aujourd'hui.

Grande activité dans la flotte allemande

Londres, 25 mars. — Les journaux de ce soir publient plusieurs télégrammes reçus de Copenhague et d'Amsterdam, suivant lesquels la flotte allemande déploierait une activité inaccoutumée. On aurait observé des zepplins et des sous-marins le long de la côte de la Norvège.

Suivant un télégramme d'Ameland à l'agence Reuter, on aurait aperçu, hier soir, à une heure tardive, cinq torpilleurs allemands et un zepplin qui se dirigeaient vers l'est.

Les Etats-Unis et l'Allemagne

On sait que la Maison-Blanche a opposé un démenti formel aux rumeurs enregistrées par certains journaux américains et relatives à certaines confidences faites sur l'éventualité de la paix par M. de Bethmann-Hollweg à l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin.

Le New-York Tribune estime que ce démenti n'était pas nécessaire :

« Depuis des mois, l'Allemagne lance des ballons d'essai pour stimuler les discussions pacifiques et montrer aux neutres que l'Allemagne décline toute responsabilité en ce qui concerne la prolongation de la guerre. »

Le New-York Tribune ajoute qu'il va sans dire que la France n'acceptera pas les conditions allemandes :

« Les Alliés deviennent chaque jour plus forts tandis que les Austro-Allemands s'affaiblissent. Ce serait folie de la part du groupe belligérant le plus fort d'accepter avec empressement les conditions que le groupe le plus faible offre en s'autorisant de ses succès militaires passés. De plus, la paix avec l'Allemagne dans la situation actuelle sera une simple trêve ; la paix viendrait trop tôt si elle était conclue maintenant et si l'un ou l'autre groupe en arrivait à chercher la paix pour elle-même en restant plus ou moins indifférent aux conditions auxquelles la paix peut être achetée. La civilisation demande qu'un châtiment soit appliqué à ceux qui seront perdants afin qu'ils renoncent aux guerres d'agression et de domination entreprises sous l'hyppocrisie de revendiquer leur place au soleil. »

Au Parlement allemand

Scission violente du parti socialiste

Le compte-rendu complet de la séance du parlement allemand n'est parvenu à Paris que dans la matinée de samedi. Mais les derniers détails n'ajoutent rien aux premiers. En somme, la séance fut entièrement résumée dans l'incident Haase, et tout l'intérêt de l'incident Haase est dans les invectives administrées à ce député par ses collègues du parti socialiste.

Il s'agissait de l'emprunt. Bien entendu, M. Helfferich s'applaudissait des résultats en proclamant qu'ils étaient merveilleux, appréciation que les porte-parole des partis bien pensants réitérèrent tour à tour en variant la formule. C'est alors que M. Haase, le dissident du parti socialiste, a pris la parole à sa manière, s'attendant sans aucun doute à trouver peu de bienveillance dans l'assemblée qui venait d'applaudir une éloquence toute différente de la sienne :

« On ne peut prévoir la fin du massacre des masses populaires... tout porte à croire qu'en dépit de tous les succès, il n'y aura ni vaincu ni vainqueur. (Interruptions, protestations, cris de dégoût.) Nous socialistes, qui exécutons la guerre (bruit, tumulte général), nous savons que les capitalistes exigent l'extension de la puissance mondiale de l'Allemagne. (Tumulte redoublé.)

Les socialistes Keil et Scheidemann reprochent à M. Haase d'avoir pris la parole en séance plénière, au lieu de se réserver pour le huis-clos de la commission ; l'assemblée les applaudit avec frénésie, et les tribunes s'en mêlent. Les discussions, altercations entre socialistes et quand le président propose de retirer la parole à l'orateur, un certain nombre de socialistes votent pour le retrait, ce qui redouble les applaudissements.

Puis M. Helfferich, vainqueur, glorifie l'emprunt et félicite M. Haase. Puis M. Scheidemann, socialiste décidément très ami du pouvoir, désavoue son collègue, que plusieurs autres socialistes qualifient de traître à la patrie. Puis on vote le budget provisoire. En tout cela, rien d'imprévu, ni l'opposition de M. Haase, ni l'attitude du plus grand nombre des socialistes, ni l'allure guerrière des autres partis, ni la glorification de l'emprunt, ni le vote des douzièmes provisoires. Donc, rien d'inédit, rien de changé.

A LA DOUMA

Important discours de M. Milioukoff

Pétrograd, 26 mars. — Au cours de la discussion du budget des affaires étrangères, M. Milioukoff, chef de l'opposition, a prononcé un important discours.

Dans la première partie, l'orateur réfute l'assertion d'un député socialiste selon qui la guerre se fait contre la volonté de la nation russe. M. Milioukoff apporte l'exemple de l'étroupe union qu'on voit se manifester en France, en Angleterre, en Italie, entre la nation, y compris les éléments les plus démocratiques, et le gouvernement. Bien plus, en Italie, le gouvernement a déclaré la guerre par la volonté de la nation qu'appuyaient des socialistes de grand renom, tels que MM. Bissolati et Mussolini. (Applaudissements unanimes.)

Or, l'enseignement des vingt mois de guerre montre qu'en Russie le peuple tout entier fait les plus grands sacrifices de grand cœur et qu'il veut lutter jusqu'au bout. (Applaudissements prolongés.)

« Pour la Belgique, la Serbie, la Pologne et l'Arménie, dit-il, nous ne serons responsables de leurs souffrances que si nous déposons les armes avant la réparation complète ; nous ne serons coupables que si nous retournons à la vieille Europe des armements et du mépris des droits nationaux. »

« Après la liquidation de la Turquie, continue l'orateur, qui s'esquisse déjà, devra venir la liquidation d'un autre Etat parasite : l'Autriche-Hongrie, dont les nationalités recevront leur liberté de nos mains. »

Communiqué belge

Actions d'artillerie ordinaires sur tout le front belge.

Le torpillage du "Sussex"

Les victimes

Hier sont arrivés à la gare du Nord, à Paris, venant de Boulogne, 143 rescapés du torpillage du Sussex.

D'autres rescapés dont on n'indique pas le nombre sont encore attendus.

Dans la soirée, le ministre de la marine a communiqué une note donnant sur le torpillage les détails que nous donnons d'autre part. La note ajoute qu'à l'heure présente on ne peut encore indiquer le chiffre exact des victimes, mais on l'estime à une cinquantaine. Une des raisons pour lesquelles les secours portés au Sussex ont été assez tardifs est que l'antenne de la T.S.F. a été détruite par la chute de la cheminée au moment de l'explosion de la torpille. Une antenne de fortune fut aussitôt installée. Mais l'opérateur se trompa et signala une position inexacte, ce qui égara les recherches des torpilleurs et patrouilleurs.

Le « Sussex » a été torpillé sans avertissement

Il n'y a aucune espèce de doute sur le fait que le Sussex a été torpillé sans avertissement.

M. John Hearley, correspondant de l'United Press de New-York, dépose que, vendredi à trois heures de l'après-midi, tandis qu'une douzaine d'Américains regardaient sur le pont les évolutions d'un aéroplane, l'explosion se produisit sur le devant du navire, fut très forte, qu'aucun avertissement naturellement n'avait eu lieu et que trois Américains au moins virent le passage de la torpille.

M. Baldwin, professeur, sa femme, sa fille, miss Elisabeth Baldwin, ont disparu. M. John Hearley les croit morts.

M. Culperston-Uringle-Woos a déclaré qu'il avait vu miss Baldwin étendue sur le pont, blessée à la tête.

M. Samuel P. Bemis, attaché à l'université de Havard, dépose que l'explosion eut lieu sans qu'aucun avertissement ait fait prévoir le moindre danger, que plusieurs personnes furent jetées à la mer, les unes tuées, les autres blessées, qu'il a vu des corps sur le pont du Sussex, qu'on recueillit d'abord sur un radeau, puis sur un bateau de sauvetage ; il a vu deux personnes se noyer.

Une liste des personnalités américaines

Ces dépositions sont confirmées par les Américains et les Américaines qui avaient pris passage à bord du Sussex et dont voici les noms :

M. John Hearley, de l'United Press ; Mrs Liliene Harde, de New-York ; Mrs Clarence Handyside, de New-York ; Mrs Gertrude Warren, de Saint-Louis ; Mrs Wenzelipk Warren ; M. et Miss Beer, de New-York ; Miss Gertrude Barless, de New-York ; M. Edward Hillson et sa fille Edna, de New-York ; M. Samuel Bemis, de Newford (Massachusetts) ; M. Sulperston-Uringle-Woos, de Pittsburg ; M. Daniel Sargent, de Boston ; MM. Crooker, de Fitchburg (Massachusetts) ; M. Penfield, du Wisconsin ; Miss Alice Pugh.

Ces cinq dernières personnes venaient s'enrôler dans l'ambulance américaine.

Des bateaux de sauvetage ayant emené un certain nombre de personnes sauvées à Douvres, cette liste n'est probablement pas complète.

Cérémonie commémorative

Une cérémonie commémorative aura lieu ce matin, à 10 h. 15, à l'Ecole des Beaux-Arts, en l'honneur des élèves de l'Ecole tués à l'ennemi.

Le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts présidera cette cérémonie et prononcera un discours ainsi que M. Bonnat, directeur de l'Ecole.

LES SPECTACLES

Cet après-midi :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — Une Chaine ; l'Augusta.

OPERA. — 2 h. 30. — Iphigénie en Tauride (acte III), Mlle Marthe Chenal ; Les Girondins (acte IV) ; Théodora (acte II) ; Le Roman d'Estelle.

OPERA-COMIQUE. — 1 h. 30. — La Tosca ; les Cadeaux de Noël.

OPERA. — 2 h. — La Vie de Bohème.

OPERA-LYRIQUE. — 2 h. 15. — Le Barbier de Séville. Théâtre Sarah-Bernhardt, Vaudeville, Porte-Saint-Martin, Variétés, Rejane, Palais-Royal, Renaissance, Gymnase, Théâtre Antoine, Gaité, Cigale, Ambigu, Apollo, Capucines, Cluny, Athénée, Déjazet, Grand-Guignol, Folies-Bergère, mêmes spectacles que le soir.

LA SORBONNE. — 3 h. — Matinée Nationale au bénéfice de l'œuvre de la Pupille de l'Ecole avec le concours de M. Camille Saint-Saëns, Mlle Madeleine Roch, M. Léon Bernard, Mme Jane Bathori-Engel, Mlle Alice Gautier, M. Henri Rabaud et de l'Orchestre des Concerts du Conservatoire. Allocation de M. Marcel Sembal, ministre des travaux publics.

TROCADERO. — 2 h. — Gala des Arts. — Vanni Marcoux, Ida Rubinstein, Salignac, Signoret, Lilvine, Delta et cinquante étoiles. — Cinq cents artistes. — Musique de la garde républicaine au complet. — Ensemble de Irène harpes. — Programme unique. (Places de 10 à 25 fr.)

Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — L'Ami des Femmes.

OPERA. — 8 h. — L'Explosion.

OPERA-COMIQUE. — 7 h. 30. — Aphrodite.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.

TE. SARAH-BERNHARDT. — La Tour de Nesle.

GAITÉ. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.

GYMNASE. — 8 h. 45. — La Lurette.

PALAIS-ROYAL. — Le Poilu. — Hortense a dit j'en f....

VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon.

PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La Femme nue.

TE. REJANE. — 8 h. 15. — 1914-1917.

THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Notre Dame de Paris.

ATHÉNÉE. — 8 h. 45. — Le Cocu en Pale.

RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.

CHATELET. — 7 h. 50. — Les Exploits d'une petite Française.

NOUVEAU-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 30. — La Cocarde de Mimi Pinson.

TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Rip.

FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 30. — A la Parisienne !

OLYMPIA. — 8 h. 30. — Spectacle varié.

CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Dames du Palais.

ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.

CLUNY. — 8 h. 45. — Le Fils surnaturel.

CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquets, revue.

DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Femmes de Rosalie.

GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Masque ; La Lanterne.

SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleuet !

CIGALE. — Revue.

EDOUARD. — 8 h. 15. — La Crevette.

BOUFFES-DU-NORD. — 8 h. 30. — Lycee de jeunes Filles.

EUROPÉEN. — 8 h. 30. — La Palate.

GAITE-ROCHOUART. La Pie qui Change, Th. Des Deux-Masques, Casino de Paris et Nouveau-Cirque, à 8 h. 30. Attractions.

OPERA-PALAZZ. — Spectacle varié de 2 à 11 h.

Retour de Verdun

Les délégués parlementaires qui reviennent de Verdun rapportent de leur visite aux chefs et aux soldats une impression de réconfort et de confiance qu'ils communiquent à leurs lecteurs.

De M. Barthou (Matin) :

Je tiens à le dire, les choses vont bien. Aucune bousculade, aucune fièvre, aucun encombrement, aucun désordre. Dans la citadelle de Verdun ou j'ai vu la ruée en travail dans le fort où j'ai pénétré, sur les routes où j'ai rencontré des théories de camions automobiles et des régiments rentrant du repos, partout j'ai eu la même impression d'une force organisée qui va droit à son but sous une impulsion méthodique et énergique.

De M. Pichon, interviewé par le Gaulois, même son de cloche :

J'arrive de Verdun. J'ai vu Pétain, j'ai vu Joffre, d'autres chefs encore ; j'ai vu nos soldats à l'œuvre...

La défense de Verdun forme un tout admirable, où choses et gens, hommes et machines, chefs et soldats, force morale et force matérielle, sont si intimement amalgamés, si fortement et en même temps si souplesment liés ensemble, que nulle puissance au monde ne peut prétendre en avoir raison.

Et de Polybe (Figaro) qui a fait le même voyage :

Ni les vivres n'ont manqué un seul jour aux hommes, ni les projectiles aux artilleurs. — ni le pain de vie, ni l'obus de mort. Toute l'énorme machine, aux innombrables rouages, s'est déchaînée à l'heure dite.

Ordre, méthode, toute chose à sa place, régularité mathématique, aucune hâte, surveillance constante, instructions brèves, précises, claires. C'est Pétain.

Le gracieux à couronne fermée

M. Maurice Donnay (Annales) trace du kaiser un portrait bien divertissant :

On a raconté qu'à Charleville, quand une bombe d'un de nos avions tomba à quelque vingt mètres de sa prudente Majesté, Wilhelm II entra dans le plus grand courroux. Frappant le sol d'une boîte éperonnée et théâtrale, il annonça à la ville et au monde que, si un pareil scandale se renouvelait, il mettrait les Ardennes à feu et à sang.

Lors du raid de nos avions sur Karlsruhe, en tardives représailles de cent massacres d'innocents et de cent autres forfaits aux charmes de la civilisation, le même « artifice » eut l'heureux effet d'émouvoir au grand-duc de Bade une lettre toute frémissante d'indignation pour féliciter un aussi méchant attentat. Il y a dans un roman de Charles Dickens un personnage plein de bon sens et de savoureuses réparties : c'est Sam Weller, le domestique de M. Pickwick ; les faits et mots de Wilhelm II auraient fait sa joie. A la lecture de cette lettre de Wilhelm II au grand-duc de Bade, Sam Weller n'aurait pas manqué de dire : « C'est ajouter l'ironie à l'insulte, comme disait ce perroquet, à qui on voulait apprendre l'anglais après l'avoir arraché à son pays natal. » Il apparaît bien que le « gracieux » à couronne fermée conçoit la guerre à la façon de Fofittit proposant un match de boxe à Chocolat et formulait ainsi les conditions de la rencontre : « Quand je dis : commence, vous commencez, et quand je dis : fini, vous finit. »

De la bistouille et de M. Hendlé

M. Edouard Drumont (Libre Parole) parle de M. Hendlé, préfet du Calvados, et de la bistouille :

Ainsi que le racontait l'autre jour, avec quel humour, un de nos confrères de l'Œuvre, M. Hendlé aime trop les Normands pour leur interdire la « bistouille ». Le rédacteur avait d'ailleurs eu la bonne inspiration de reproduire quelques faits divers qu'il avait tirés de la Normandie du 18 mars. Six victimes de l'alcoolisme en une seule journée et dans la même région, voilà qui en dit plus que toutes les statistiques des médecins et tous les apitoyés des ligues anticooliques.

La tempérance n'est donc pas encore devenue la vertu fondamentale de nos compatriotes. Le liquide-poison continue à couler à pleins bords. Et donnez-vous alors que les dockers du Havre s'en donnent à gorge que veux-tu ?

De la délation

M. Marcel Boulenger (Excellence) signale une des plaies de l'heure actuelle, la délation orale, écrite, et si souvent anonyme :

C'est une vilénie. C'est sale. C'est humble. Cela oblige tout encore bien plus que la conscience.

Or, nous vivons sous le régime de la délation ; il faut avoir l'honnêteté de l'avouer. Après la guerre, le cœur nous lèvera à la pensée d'une telle abjection ; mais il y a je ne sais quelle tourbe qui dénonce autrui basement — non

moins que sottement et que fausement, est-il besoin de l'ajouter ? — dans une intention de vengeance ou afin de satisfaire au pauvre besoin d'envie. La guerre a déchaîné bien des fléaux et causé bien des tristesses ; du moins quand on sombre dans l'ennemi, elle a tant de deuil et de sang. Nous n'aurons vu naître qu'une seule plaquette : la délation. On aurait bien dû la laisser aux Boches.

Pour M. Jules Gautier

La presse provinciale, donnant un rare et généreux exemple de confraternité, s'est émue des traitements différents imposés lors de la suspension récente de l'Œuvre, d'autres grands quotidiens qui avaient commis le même crime que nous (à savoir : reproduire vingt lignes de M. Clemenceau) :

Pourquoi, demande la Dépêche de Tours l'Œuvre fut-elle traitée, à faute égale, autrement que le Petit Parisien et le Journal ? Ce sont les pratiques déplorables qui heurtent l'opinion et qui la heurtent dans ce qu'elle a de meilleur et de plus jouable.

A de quelque temps, M. Jean Dupuy a réitéré d'urgence le Syndicat de la presse parisienne dont il est le président, parce que le Petit Parisien avait eu ses éditions saisies. L'honneur de la presse, a-t-il dit, est engagé.

Mais cette fois, l'honneur de la presse est moins engagé ?

Affichage intempestif ?

La Dépêche Républicaine de Besançon, son tour, après avoir commenté avec humour le châtiment encouru par l'Œuvre rappelle qu'à notre suspension de quinze jours — réduite à huit — s'adjoignent vingt-quatre heures de consignation supplémentaire pour « affichage intempestif ». Et elle pose cette question :

Affichage intempestif ? Quel est ce nouveau crime ? Par quelle loi, par quel décret est-il prévu ?

Qu'est-ce qui constitue un affichage intempestif ?

Il y a des affichages que tout le monde connaît intempestifs ; celui par exemple qui pratique la Compagnie des Bains de la Mer, lère sur les grilles des jardins du Casino ; ou encore celui qui font sur les murs de notre ville les grands journaux de Paris, comme le Matin annonçant qu'ils mettent en vente deux éditions par jour (ce qui est formellement interdit depuis le début de la guerre).

Dame Anastasie a ignoré ces affichages intempestifs.

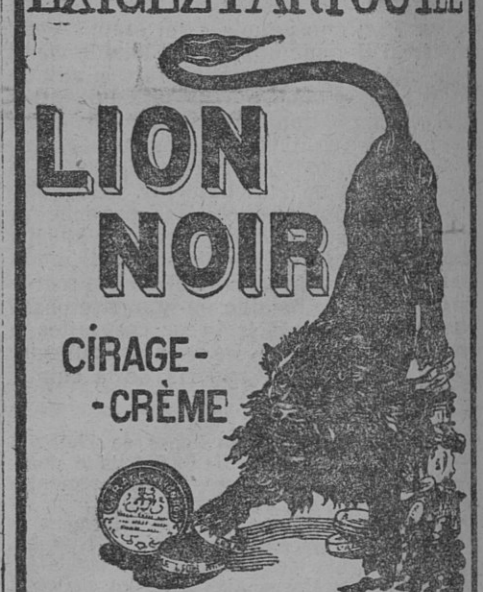
A quel signis reconnait-on qu'un affichage est intempestif ? O dame Anastasie, daignez nous le dire !

TOUTES LES HERNIES

sont réduites sans aucune gêne, grâce au nouvel Appareil Pneumatique et sans ressort de A. CLAVIERE. Traité de la Hernie, envoyé gratuitement, ainsi que tous conseils A. CLAVIERE, 234, Faubourg-Saint-Martin, 234, PARIS. Applications tous les jours, même dimanches, de 9 h à 7 h.

TOUT est défilé PUNAISES, PUCES, MITES, CAFARDS, LIQUIDES indésirables. Dépôt par la Ville de la Marne. Flacon boîte postale avec bande de garantie, 1 fr. 25. Triplette Daxos, 2 fr. 75. R. BARRE, 8, rue Jules-César, PARIS.

EXIGEZ PARTOUT LE



La Grande MARQUE FRANÇAISE

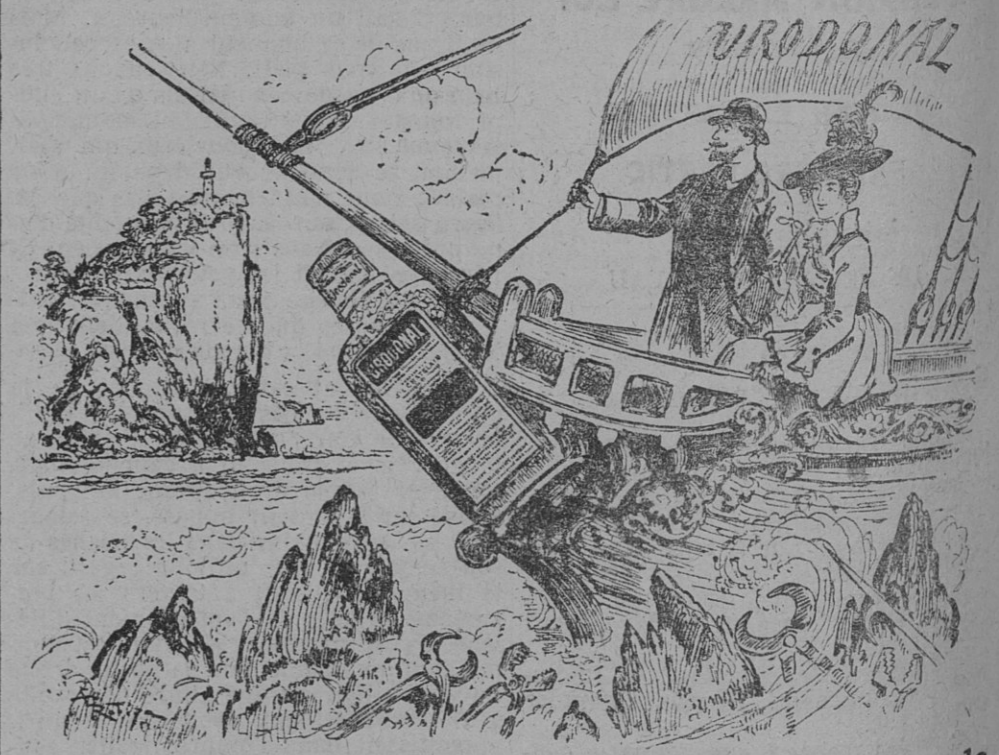
Fernand George 91 Grande Rue MONTROUGE

Le gérant : ANTOINE KLEINZELER.

Imprimerie WELHOFF et ROGEE 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

URODONAL

Retarde la vieillesse



URODONAL vous permettra de doubler le cap de la quarantaine et de conserver toute votre jeunesse